

SAMOS LEGAL CENTRE NEWSLETTER

Bienvenue dans la 31ème newsletter du projet !

Alors que les demandeurs d'asile doivent toujours composer avec des conditions de vie plus que difficiles dans le CCAC (accès à un service médical insuffisant voire inexistant, accès à l'eau limité, ...), leur procédure d'asile est aussi impactée par des administrations au ralenti pendant l'été.

Bien qu'il y ait eu moins d'arrivées enregistrées qu'attendu en cette période sur Samos, nous pouvons observer un nombre d'arrivées grandissant sur les îles voisines (Ikaria, Fournoi, ...) où les personnes qui y arrivent sont transférées vers d'autres sites disposant d'un système d'hébergement des demandeurs d'asile similaire à celui de Samos.

La population du camp a un peu évolué, la majorité des personnes dernièrement arrivées étaient originaires de Syrie et d'Afghanistan mais de plus en plus de personnes originaires de la Somalie, du Soudan ou d'Erythrée ont aussi été enregistrées.



Notre équipe continue d'informer quotidiennement les demandeurs d'asile dans nos locaux, en ligne (via WhatsApp) et lors de sessions chez nos partenaires. En août, par exemple, nous avons pu organiser une réunion à Skills Factory et répondre aux questions des personnes qu'ils rencontrent tous les jours.

Avec l'aide d'interprètes, nous nous assurons que les informations que nous fournissons ne sont pas seulement données, mais aussi comprises.

CHIFFRES CLÉS



5

sessions d'informations
ont été organisées

60

demandeurs d'asiles ont
participé aux workshops

37

acteurs non légaux ont été
informés du contexte
juridique à Samos

Notre équipe



Cheffe de projet



Assistante juridique
et technique



2 avocates



2 assistantes juridiques



2 interprètes

Bénéficiaires directs

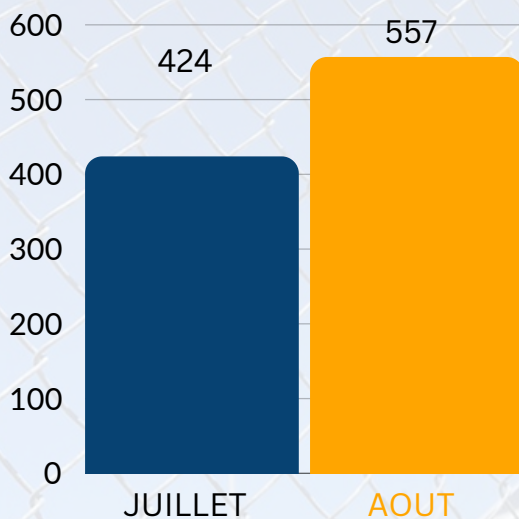
Femmes
48.8%



Hommes
51.2%

22,5 % des personnes
rencontrées ont déclaré avoir
survécu à des VSBG, à du
trafic d'êtres humains ou à
des traitements inhumains.

Nombre d'arrivées* :



*Chiffres du ministère grec de la migration.

40

Préparations individuelles à
des entretiens d'asile

17

Consultations pour des cas
d'appels

Dossier d'asile retardé : l'impact du test de la clause d'exclusion

Ces derniers mois, nous avons également dû préparer et guider plusieurs demandeurs afghans et syriens qui ont été soumis à un entretien supplémentaire, une évaluation de la clause d'exclusion. Ces entretiens visent à clarifier leur rôle dans des situations de conflit, mais créent une situation juridique étrange au sein des mêmes membres de la famille. Alors que les hommes attendent une décision sur leur demande d'asile, leurs femmes et leurs enfants, qui ont déjà reçu une décision, risquent d'être poussés par le Service d'accueil et d'identification à quitter le CCAC.

BIENVENUE ALEXIA & LOUISE

Alexia, 24

Alexia est impliquée dans la défense des personnes exilées depuis près de 8 ans. Après un master en droit des ONG et droit humanitaire, elle a travaillé comme juriste auprès de MNA et comme cheffe de projet régional à la Cimade Grand Est avant de s'installer à Samos pour les mois à venir.



“ Le Centre fermé d'accès contrôlé de Samos, financé par l'Union européenne, est un véritable laboratoire des politiques répressives en matière d'accueil des personnes exilées en Europe. Dans un monde où les droits de ces personnes sont régulièrement remis en cause par des politiques et des lois de plus en plus répressives, Samos m'est apparu comme un lieu évident pour agir, à mon niveau et dans la mesure du possible, contre des pratiques contraires aux droits de l'Homme.

C'est aussi l'occasion pour moi de travailler au plus près des personnes en exil, en leur offrant un soutien juridique gratuit et indépendant, et de m'appuyer sur le réseau de solidarité qui s'est créé ici entre un certain nombre d'ONG . ”



Louise, 25

Louise a rejoint notre équipe dans le cadre de son stage de fin d'études pour le Master qu'elle a obtenu en Action et Droits Humanitaires. Elle travaillera comme assistante juridique jusqu'à la fin du mois de novembre 2024.

“ Mes expériences passées reflètent mon désir de consacrer du temps à la solidarité avec les personnes exilées, notamment en travaillant pendant près d'un an sur le programme mené par l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme avec les enfants en migration, mais aussi à travers des expériences de bénévolat en participant à des conseils juridiques dans différentes associations pendant mon temps libre.

Aujourd'hui, j'ai vraiment envie de mieux comprendre les réalités et les enjeux de la migration aux frontières de l'Union européenne, la manière dont s'organise la solidarité entre les différentes ONG et les populations locales, et surtout de consacrer mon temps et mon énergie à un sujet qui me tient à cœur ! »

Collaboration



Notre projet à Samos fait partie d'un écosystème composé d'associations et de structures qui apportent le meilleur soutien possible aux demandeurs d'asile, en fonction de leur champ d'activités, afin de combler les lacunes laissées par le gouvernement et les institutions européennes.

Notre soutien se concentre sur la procédure d'asile, de l'arrivée au camp jusqu'à l'éventualité d'une nouvelle demande d'asile en cas d'échec la première fois. Nous donnons accès à l'information sur la procédure et les droits et nous nous assurons qu'ils et elles comprennent afin d'être le mieux préparés. Cependant, les demandes et les besoins des bénéficiaires dépassent parfois notre domaine d'expertise ou nos capacités. Nous travaillons donc en étroite collaboration avec d'autres acteurs, pour un service optimal.

Une collaboration avec des associations juridiques (comme I Have Rights) qui offrent les mêmes services que nous est nécessaire, afin d'éviter de dupliquer le suivi des mêmes dossiers et inversement, d'assurer un suivi du dossier de chaque personne qui en a le besoin. Nous échangeons également des informations et des bonnes pratiques.

Il nous faut aussi orienter les personnes dont les besoins dépassent le cadre de notre activité vers des acteurs spécialisés :

- Par exemple, il est courant de référer au seul acteur médical, MSF, des personnes ayant besoin d'un soutien lié à leur santé mentale ou physique.
- Nous orientons les personnes ayant des questions juridiques non liées à leur dossier d'asile vers une organisation spécialisée dans le droit pénal (Human Rights Legal Project).
- Il est également courant d'orienter les personnes vers les acteurs compétents pour recevoir des produits de première nécessité tels que des vêtements, de la nourriture ou encore des produits d'hygiène.

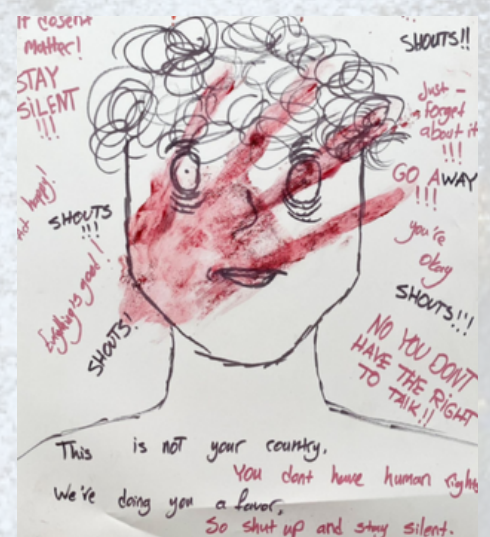


Plaidoyer

Nous recommandons la lecture du [rapport d'Amnesty](#) publié fin juillet, «**Unlawful detention and sub-standard conditions in an EU-funded refugee centre***»

Le rapport met en lumière la situation des droits humains dans le CCAC de Samos, notamment sur la période juillet 2023 - janvier 2024, lorsque l'augmentation des arrivées a entraîné une surpopulation et des situations de conditions inadéquates et d'accès insatisfaisant aux services de base, y compris l'eau et les soins de santé. Les ordres dits de « restriction de liberté » imposés par les autorités aux nouveaux arrivants, ont systématiquement soumis les demandeur et demandeuses à une détention illégale et arbitraire.

Une [galerie en ligne](#) a été créée en partenariat avec Samos Volunteers, en parallèle de la recherche, ainsi qu'un podcast intitulé « [A place along the way](#) ».



*Détention illégale et conditions inférieures aux normes dans un centre de réfugiés financé par l'UE

TEMOIGNAGE - C**, 30, RDC

Un voyage dangereux vers la réunification familiale

Ce mois-ci, C* et sa fille ont obtenu le statut de réfugiées après un an d'attente !

Originaires de la République démocratique du Congo, C* a fui son pays dans l'espoir de retrouver son mari qu'elle n'a pas vu depuis 2018.

Ce dernier bénéficie d'une protection internationale en Grèce depuis 2021 et a demandé le regroupement familial pour que C* et sa fille puissent les rejoindre en toute sécurité. Cette procédure a pris plus de temps que prévu et les a mise en danger.

Son mari était un membre actif d'un groupe allié à l'opposition contre l'ancien président Kabila. Il a participé à des manifestations et à des protestations antigouvernementales.

Il a été arrêté et incarcéré, mais a réussi à s'échapper et à fuir le pays. Cet acte a eu des conséquences très importantes pour sa famille. La requérante, sa fille et le reste de la famille ont été persécutés par les autorités en guise de représailles et pour le retrouver.

C* a été victime de VSBG et de plusieurs agressions violentes, notamment un jour où elle se rendait à l'ambassade pour finaliser la procédure de regroupement familial.

Natalia, une de nos avocates grecques, l'a accompagnée lors des entretiens qu'elle a eu. Même si les événements étaient très traumatisants à se remémorer, elle a pu donner tous les détails pertinents de son histoire. L'avocate a également joint un mémorandum avec les différentes preuves qu'elle devait soumettre et des informations complémentaires concernant la situation de violence opérant en RDC contre les membres de l'opposition et l'état général de la violence, affectant encore plus les femmes, comme ce fût le cas pour elle.

La mère et son enfant ont été transférées à Kavala pour des soins médicaux supplémentaires en juillet 2023 et nous sommes restés en contact avec elles.

Ce mois-ci, elle a appris qu'elle avait obtenu le statut de réfugiée en Grèce et qu'elle allait enfin pouvoir commencer sa nouvelle vie avec sa famille.

